


Comité Social d'Administration Ministériel Travail—Emploi

# DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026
# ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

# VOTEZ

union fédérale des syndicats de l'État la cgt

Sud Travail Affaires sociales Solidaires Fonction Publique

## Un autre ministère du travail, de l'emploi et des solidarités est possible!

## *Donnez votre voix à celles et ceux qui la feront entendre!*

### UNE LISTE COMMUNE POUR DEFENDRE AVEC DETERMINATION NOS MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

Ces dernières années, les services publics et les conditions de travail de celles et ceux qui les assurent ont été sacrifiés, sur l'autel de l'austérité. Nos organisations syndicales n'ont eu de cesse de s'opposer aux politiques d'austérité budgétaire et de défendre nos missions, essentielles pour les travailleur.ses, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers. Les élections professionnelles sont un moment important pour donner de la force à nos combats.

Au ministère du Travail, de l'Emploi et des Solidarités, les réorganisations s'enchaînent et les coupes budgétaires se multiplient : les conditions d'exercice de nos missions sont fragilisées et nos conditions de travail se dégradent. Hors de question pour nos organisations syndicales de s'y résigner ! Elles présentent une liste commune pour défendre les droits des agent·es, porter leurs revendications et faire vivre un syndicalisme de lutte, de proximité et de solidarité.

Nos organisations partagent une conviction : les services publics du Travail, de l'Emploi et des Solidarités doivent être dotés des moyens nécessaires pour exercer leurs missions, protéger les travailleur·ses et garantir les droits de toutes et tous. Nous voulons un ministère qui reconnaisse l'engagement de ses agent·es, qui les traite avec respect et qui protège leur santé, ainsi que leur indépendance.

### Des effectifs et des moyens pour un service public de qualité

*Nos services ne peuvent pas fonctionner durablement avec des effectifs insuffisants, des postes vacants et une multiplication des réorganisations.*

Nous revendiquons :

- ↳ Un plan pluriannuel de recrutement dans tous les corps et toutes les filières, pour pourvoir les postes vacants et répondre aux besoins des services.
- ↳ La création d'emplois statutaires à la hauteur des missions confiées au ministère.
- ↳ La suppression des postes de RUC au profit de postes d'agents de contrôle.
- ↳ Des moyens budgétaires permettant d'assurer un service public de proximité, accessible et de qualité.
- ↳ L'arrêt des réorganisations imposées sans évaluation sérieuse de leurs conséquences sur les agent·es et les usager·es.
- ↳ Le maintien de services publics de proximité, adaptés aux réalités des territoires.

### Pour des conditions de travail dignes et la protection de notre santé

*La dégradation des conditions de travail n'est ni une fatalité ni un problème individuel.*

*La surcharge de travail, le manque de moyens, les pressions hiérarchiques, les réorganisations permanentes et la perte de sens fragilisent les agent·es et nuisent à l'accomplissement de nos missions. Nous voulons travailler dans des conditions qui ne dégradent ni notre santé physique, ni notre santé mentale.*

Nous défendons :

- ↳ Des effectifs suffisants pour mettre fin aux surcharges de travail.
- ↳ La prévention effective des risques psychosociaux et des risques professionnels.
- ↳ Le respect des prérogatives des instances de dialogue social et de la FSSSCT.
- ↳ La fin des dispositifs de surveillance excessive et du pilotage exclusivement par les indicateurs.
- ↳ Le respect du droit à la déconnexion et l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.
- ↳ Des mesures concrètes de prévention et de protection contre les violences sexistes et sexuelles, les discriminations et toutes les formes de harcèlement.
- ↳ Des locaux dignes, adaptés à nos missions
- ↳ Des voitures de service en bon état et les équipements de protection nécessaires

TOUTES ENSEMBLE
TOUS ENSEMBLE

## Défendre nos rémunérations et nos carrières

*Face à l'inflation, au gel du point d'indice et aux inégalités de rémunération, nous refusons la perte de pouvoir d'achat et le blocage des carrières.*

Nous revendiquons :

- L'augmentation du point d'indice et la revalorisation des rémunérations.
- La revalorisation des grilles indiciaires ; l'intégration des primes au traitement ;
- Des déroulements de carrière linéaires et équitables.
- Le passage de tou.tes les contrôleur·ses du travail dans le corps de l'inspection du travail.
- La résorption des inégalités salariales entre les femmes et les hommes.
- La reconnaissance de l'expérience professionnelle et des qualifications.
- La fin des écarts de rémunération injustifiés entre agent·es exerçant des fonctions comparables.
- Le respect des droits des agent·es contractuel·les et l'amélioration de leurs conditions de rémunération.
- Un plan de titularisation des agent·es non titulaires exerçant des missions pérennes.

## Pour l'indépendance de l'inspection du travail et la défense des missions

*Les missions de contrôle en général et l'inspection du travail en particulier, ont fait l'objet d'attaques particulièrement rudes ces dernières années, et plus particulièrement ces dernières semaines avec la mise en cause de nos représentants syndicaux en Isère. Ces missions doivent être défendues, avec force.*

Nous défendons :

- Le respect de l'indépendance de l'inspection du travail et des garanties prévues par les textes.
- La protection fonctionnelle effective et le soutien systématique des agent·es mis.es en cause à l'occasion de l'exercice de leurs missions.
- Des recrutements suffisants dans les corps de contrôle et l'ensemble des métiers.
- Des formations « métiers » accessibles, adaptés aux besoins des agent·es, assurées en présentiel
- La défense d'un service public du renseignement en droit du travail accessible, de proximité et doté de moyens adaptés.
- Le refus des pressions indues et de toute forme de répression antisyndicale.

## Pour une action sociale ambitieuse et solidaire

*L'action sociale doit répondre aux besoins réels des agent·es et contribuer à réduire les inégalités.*

Nous défendons :

- L'augmentation des budgets consacrés à l'action sociale.
- Le maintien et le développement des prestations sociales accessibles à toutes et tous.
- Une politique ambitieuse en matière de logement, de restauration collective, de transport et de protection sociale complémentaire.
- Des dispositifs de soutien adaptés aux situations de précarité et aux difficultés financières.
- La transparence dans l'attribution et le suivi des prestations.
- La prise en compte des besoins des agent·es en situation de handicap et des aidant·es.

## Pour l'égalité professionnelle et la lutte contre toutes les discriminations

*L'égalité professionnelle ne peut pas se limiter à des engagements de principe, elle doit se traduire dans les carrières, les salaires et les conditions de travail.*

Nous revendiquons :

- Un plan de rattrapage salarial pour corriger les inégalités entre les femmes et les hommes.
- Une lutte effective contre les discriminations liées au genre, à l'origine, à l'âge, au handicap, à l'orientation sexuelle ou à toute autre caractéristique protégée.
- Des aménagements de poste et des mesures de maintien dans l'emploi adaptés aux situations individuelles.
- Une véritable politique de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- La transparence des données relatives aux rémunérations, aux carrières, aux promotions et aux conditions de travail.
- L'association effective des représentant·es du personnel à la définition et au suivi des mesures d'égalité.

# ENSEMBLE, FAISONS ENTENDRE NOS REVENDICATIONS !

Les difficultés que nous rencontrons au quotidien ne correspondent pas à des dysfonctionnements isolés. Elles sont liées à des décisions et à des choix politiques qui ne sont pas les bons ! Face à ces choix, la CGT et SUD font le choix de l'action collective, de la solidarité et de la défense intransigeante des droits des agent·es. Nous ne voulons pas d'un ministère qui nous épuise à force de réorganisations qui ne répondent en rien aux besoins des usager.ères. Nous voulons un service public au service de tou.tes, disposant de moyens à la hauteur de nos missions essentielles qui méritent qu'on se batte pour elles !

Nous refusons le développement de la précarité au sein de nos propres rangs, nous combattons les inégalités sous toutes leurs formes et nous nous opposons à la perte de sens de notre travail. Nous voulons des droits, des carrières, des salaires et des conditions de travail dignes.

VOTEZ COMME VOUS LUTTEZ

VOTEZ

union fédérale des syndicats de l'État la cgt
Solidaires Fonction Publique